

Valérie JEANSON
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

Yannick BLANCHARD DELORME
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes

Adapei 77

Association régie par la loi de 1901
2 Ter rue René Cassin
77000 MELUN
SIREN : 784 971 913

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

ARÉCOM **Expertise Audit et Conseils**

Société d'expertise comptable
et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de
l'Ordre des Experts-Comptables de Paris IDF
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Paris

37, rue des Trois Moulins
77000 MELUN
Tél. : 01 64 09 43 43

Société par actions Simplifiée au capital de 125 000 euros
RCS MELUN 332 679 497
Siret 332 679 497 00039
TVA Intracom FR 71 332 679 497

Signature numérique de
Yannick BLANCHARD DELORME
Commissaire aux comptes

EXPERTISEAUDITCONSEILS **ARÉCOM**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Adapei 77** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre structure.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Melun, le 2 mai 2024

SAS ARÉCOM Expertise Audit et Conseils
Société de commissariat aux comptes



Représentée par **Yannick BLANCHARD DELORME**
Commissaire aux comptes

BILAN

ACTIF	Note	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	3/4/5	78 597	78 597		
Frais de recherches et de développement	3/4/5				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs	3/4/5	684 759	605 286	79 473	71 721
Fonds commercial	3/4/5				
Autres	3/4/5				
Immobilisations incorporelles en cours	4.				
Avances et acomptes	4.				
Immobilisations corporelles					
Terrains	3/4/5	2 355 815	158 376	2 197 439	2 211 564
Constructions	3/4/5	45 670 550	24 026 399	21 644 151	23 158 001
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3/4/5	2 178 023	1 657 031	520 993	598 720
Autres	3/4/5	8 384 104	6 160 172	2 223 932	2 513 291
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations corporelles en cours	4.	16 479 962		16 479 962	12 399 155
Avances et acomptes	4.				
Biens reçus par legs et donation et destinés à être cédés					
Biens reçus par legs destinés à être cédés	3.				
Immobilisations financières					
Participations	3-6.	50 000		50 000	50 000
Créances rattachées à des participations	3-6.				
Autres titres immobilisés	3-6.	49 919		49 919	49 690
Prêts	3-6.				
Autres	3-6.	120 151		120 151	245 143
Total I		76 051 880	32 685 861	43 366 019	41 297 284
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en cours					
Matières premières et autres approvisionnements					
En-cours de production (biens et services)					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises		159 876		159 876	177 852
Avances et acomptes sur commandes		31 143		31 143	55 797
Créances					
Créances clients et comptes rattachés	6/8/1	5 404 839	67 353	5 337 487	5 102 006
Autres	6/13.	1 101 598		1 101 598	1 077 743
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement		117 032		117 032	117 032
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	13.	1 514 938		1 514 938	3 010 924
Comptes de liaison					
Charges constatées d'avance	6/15.	435 821		435 821	221 496
Total II		8 765 247	67 353	8 697 894	9 762 849
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion Actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		84 817 127	32 753 213	52 063 914	51 060 133

BILAN

PASSIF	Note	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES			
Fonds propres sans droit de reprise	7.	1 528 081	1 528 081
Première situation nette établie	7.	552 038	552 038
Autres fonds propres	7.	976 042	976 042
Fonds propres avec droit de reprise	7.	1 471 304	1 471 304
Fonds statutaires	7.		
Autres fonds propres	7.	1 471 304	1 471 304
Ecart de réévaluation	7.		
Réserves	7.	24 458 668	25 295 662
Dont Réserves des activités sous gestion contrôlée	7.	23 732 725	24 320 923
Excédents et Réserves affectés à l'investissement	7.	19 651 174	20 239 372
Réserves de trésorerie	7.	3 143 230	3 143 230
Réserves de compensation des déficits et charges d'amortissements	7.	938 321	938 321
Dont autres réserves	7.	725 943	974 739
Report à nouveau	7.	-9 890 138	-7 550 018
Dont Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée	7.	-6 222 259	-4 511 981
Excédent ou déficit de l'exercice	7.	-254 022	-3 311 409
Dont Excédent ou déficit des activités sous gestion contrôlée	7.	-93 489	-3 103 063
Situation nette	7.	17 313 892	17 433 619
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	7.	1 819 302	1 822 544
Provisions réglementées	8.	2 464 291	2 342 883
Total I		21 597 485	21 599 046
FONDS REPORTES ET DEDIES			
Fonds reportés liés aux legs et donations	9.		
Fonds dédiés	9.	2 617 231	2 483 342
Total II		2 617 231	2 483 342
PROVISIONS			
Provisions pour risques	8.	163 452	211 452
Provisions pour charges	8.	1 362 530	1 430 382
Total III		1 525 982	1 641 834
DETTES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (2)	6/10.	18 172 810	17 752 045
Emprunts et dettes financières divers	6.		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	6.		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6/14.	2 163 679	1 944 272
Dettes fiscales et sociales	6/14.	3 960 092	4 036 971
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	6/14.	1 582 377	1 248 229
Autres dettes	6/14.	279 039	329 252
Produits constatés d'avance	6/15.	165 220	25 141
Total IV		26 323 216	25 335 911
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		52 063 914	51 060 133
Engagements donnés			
1. Dont à plus d'un an			
Dont à moins d'un an			
2. Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		-7 489	-1 193 342
3. Dont emprunts participatifs			

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens		393 780	199 591
<i>Dont relatives aux activités soc et med.soc</i>			
Ventes de prestations de services		4 911 058	4 734 029
<i>Dont relatives aux activités soc et med.soc</i>		1 215 421	1 093 920
Production immobilisée		50 250	9 068
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		32 971 743	32 374 843
<i>Dont reçus des autorités de tarifications / activités soc et méd.soc</i>		32 971 743	32 374 843
Subventions		309 267	205 436
Reprises sur provisions, amort. et transferts de charges		208 454	246 828
Cotisations		7 746	10 256
Utilisation de fonds dédiés		51 439	175 249
Autres produits		3 101 871	3 001 855
<i>Dont complément de rémunération des travailleurs en Esat</i>		1 546 050	1 492 727
<i>Dont quote part de résultat sur opérations faites en commun</i>		1 280 104	1 259 607
Total I		42 005 609	40 957 155
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises		233 012	132 278
Variation de stock		17 976	10 787
Achats matières premières et prestations		2 410 750	2 372 240
Autres achats et charges externes		10 623 399	10 119 129
Impôts, taxes et versements assimilés		1 954 004	2 063 965
Salaires et traitements		16 082 310	16 898 032
Charges sociales		6 324 769	6 456 491
Dotations aux amortissements et dépréciations		2 690 829	2 799 168
Dotations aux provisions		177 382	286 862
Reports en fonds dédiés		107 328	1 747 967
Autres charges		1 512 744	1 409 445
<i>Dont quote part de résultat sur opérations faites en commun</i>		1 280 104	1 259 607
Total II		42 134 503	44 296 363
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		- 128 893	- 3 339 208
PRODUITS FINANCIERS			
Autres intérêts et produits assimilés		3 096	7 522
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		22 758	1 390
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total III		25 854	8 912
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			
Intérêts et charges assimilées		305 351	134 723
Autres charges financières		5 584	
Total IV		310 936	134 723
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		- 285 082	- 125 811
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)		- 413 975	- 3 465 019

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT	Note	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion			
Sur opérations en capital		389 422	719 925
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			7 886
Total V		389 422	727 811
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion		61 469	
Sur opérations en capital		36 149	408 578
Dotations sur provisions, dépréciations et transferts de charges		130 323	165 622
Total VI		227 941	574 200
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		161 481	153 610
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		1 528	
Total des produits (I + III + V)		42 420 885	41 693 877
Total des charges (II + IV + VI)		42 674 908	45 005 286
EXCEDENT OU DEFICIT		- 254 022	- 3 311 409
<i>Dont excédent ou déficit des activités soc et med.soc sous gestion contrôlée</i>		<i>- 93 489</i>	<i>- 3 103 063</i>
RESULTAT DE L'EXERCICE		- 254 022	- 3 311 409
Reprise de résultat N-2			2 308
Reprise de réserves affectées aux travaux CPOM		362 900	362 898
RESULTAT EFFECTIF DE L'EXERCICE		108 877	- 2 946 203
<i>Dont Résultat gestion propre</i>		<i>- 160 533</i>	<i>- 208 346</i>
<i>Dont Résultat gestion contrôlée</i>		<i>269 410</i>	<i>- 2 737 857</i>

Annexe au bilan avant affectation de l'exercice clos au 31 décembre 2023, dont le total est de 52 063 914 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un déficit de 254 022 € avant reprise des résultats antérieurs.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration du 11 avril 2024.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

L'Association Départementale des Parents et Amis de Personnes Handicapées de Seine et Marne dite Adapei77 est une association familiale, née en 1965 du militantisme de parents d'enfants handicapés mentaux, soucieux d'apporter des réponses à des situations familiales complexes et douloureuses. Elle est régie par la loi de 1901 et a été déclarée au Journal Officiel le 26 avril 1965.

Elle s'est fixée différentes missions qui forment le canevas de son projet associatif, projet évolutif dans son contenu et dans sa durée en fonction de l'environnement législatif et sociétal. Il se situe à l'interface de la personne handicapée dans la prise en compte de ses besoins, des réponses apportées par la proposition d'un éventail de solutions d'accompagnement et des pouvoirs publics.

L'Association gère 28 dispositifs et services répartis sur l'ensemble du département de Seine et Marne et accueille environ 800 personnes en situation de handicap avec ou sans troubles associés (mental, psychique, autisme...), accompagnés par près de 500 professionnels à leur service.

L'Adapei 77 est affiliée à l'Unapei, Union Nationale des Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales, et participe également à l'instance régionale Urapei Ile-de-France.

Elle est présente dans les instances départementales telles que le Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées (CDCPH), la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), et la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH).

Note 1 - Règles et méthodes comptables**1.1. Principes comptables**

Les règles et méthodes comptables utilisées en 2023 sont celles appliquées au cours des exercices précédents.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Les dispositions du Code de Commerce (art L123-12 à L123-28)
- Des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC)
- Les règlements comptables ANC :
 - 2014-03 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs
 - 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé non lucratif
 - 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

1.2. Dérogation aux règles comptables

Néant

1.3. Changement de méthode comptable

Néant

1.4. Evènements significatifs de l'exercice 2023

En novembre 2022, les services du Département de Seine et Marne ont été la cible d'une cyber-attaque qui a neutralisé l'ensemble de leur système informatique, ce qui a fortement impacté l'association en 2023.

En effet, depuis novembre 2022 de nombreux dossiers de demande d'agrément MDPH ne sont pas traités ce qui a limité l'accueil de nouvelles personnes dans nos établissements sur une partie de l'année 2023. Par ailleurs, ce retard qui concerne aussi les demandes de renouvellement de droits MDPH a bloqué la facturation des prix de journées pour les personnes accueillies concernées, blocage qui perdure sur 2024 et génère un encours de créances en attente important qui impacte directement sur la trésorerie de l'Adapei 77.

Dans ce contexte, les services du Département ont également pris du retard dans l'analyse de nos comptes administratifs.

Ainsi, l'analyse de nos comptes 2020, qui aurait dû donner lieu à reprise de résultat sur l'exercice 2022, n'a été finalisée que début 2024. Après retraitement (rejet notamment d'une partie des primes Covid versées, des pertes sur créances et des provisions), le déficit accepté s'élève à 1 068 818 €, dont 277 644 € au titre du dispositif temporaire de Rozay en Brie qui ont fait l'objet d'un paiement en février 2024, le solde de 791 174 € restant en attente de décision d'affectation.

Et nous restons donc en attente de l'analyse de nos comptes administratifs 2021.

Enfin, concernant l'ARS, le CPOM en vigueur en 2023 couvrait la période 2019-2023. Un nouveau CPOM a été signé fin 2023 qui couvrira la période 2024-2028.

1.5. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

[Le bâtiment de Moissy Cramayel a été livré et mis en service en février 2024. Il accueille les dispositifs de la Plateforme Enfance de l'Adapei 77 et de la MAS de la Joncherie.](#)

Note 2 - Périmètre des comptes annuels

L'association gère 19 établissements sous gestion contrôlée, auxquels s'ajoutent le siège social, le Tiers Régulateur Sud, le dispositif DHI de Bray sur Seine et le GEM.

En gestion propre, l'ADAPEI 77 gère la Vie Associative, les activités commerciales de l'Esat et le site de Rozay en Brie.

Ces établissements tiennent chacun une comptabilité séparée, et les comptes annuels de l'organisme gestionnaire sont la sommation de l'ensemble des comptabilités des établissements.

Les comptes des établissements ou services sous gestion contrôlée sont soumis au contrôle des autorités de tutelles, et ont donc un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Annexe aux comptes annuels

Les comptes annuels au 31 décembre 2023 regroupent les activités dont le détail est donné dans le tableau des résultats :

ETABLISSEMENTS	Résultat comptable		Reprise résultats antérieurs		Résultat économique	
	Déficit	Excédent	Sur résultat	Sur travaux	Déficit	Excédent
ARS - CPOM						
Sessad	-15 019				-15 019	
IME La Pépinière		408 314				408 314
MAS La Joncherie		53 332				53 332
ESAT Ateliers Braytois		106 896				106 896
ARS - Hors CPOM						
DHI		5 796				5 796
GEM		42 341				42 341
CONSEIL DEPARTEMENTAL 77						
FH Les Meuniers	-42 871				-42 871	
FH La Roselière	-256 807			6 667	-250 140	
FV Trois Maisons		45 377				45 377
FV L'Althéa		51 612				51 612
FV Les Tourmesols	-69 167			119 731		50 564
FV Le Chêne Rouvre	-86 798			89 264		2 466
FV Le Clos Jollet	-110 458				-110 458	
FV Les Tilleuls	-46 409				-46 409	
FV Le Ginkgo Biloba	-156 175			11 302	-144 873	
FV Corberon	-115 268			80 081	-35 187	
FV Les Ormes		109 669				109 669
FV Le Cèdre Bleu		117 020		31 954		148 974
FV La Marguette		33 020		23 900		56 920
Tiers Régulateur Sud 77		13 790				13 790
Frais de siège	-119 759				-119 759	
GESTION PROPRE						
Vie Associative	-30 356				-30 356	
ESAT Gestion commerciale	-192 104				-192 104	
Autres Gestion propre						
SOUS TOTAL	-1 241 190	987 168		362 899	-987 176	1 096 052
TOTAL	-254 022			362 899	108 876	

Note 3 – Principales méthodes utilisées

3.1. Postes de l'actif

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

La réforme comptable de 2005 relative à la présentation des actifs et des passifs et conduisant notamment à la mise en œuvre de la décomposition des immeubles par composants n'a pas été appliquée rétroactivement sur les biens existants à l'Adapei 77 qui restent donc amortis selon les règles précédemment appliquées.

Ce principe a été mis en place progressivement sur les nouveaux travaux réalisés qui sont décomposés par nature pour permettre d'adapter la durée d'amortissement, qui peut également varier en fonction du type d'établissement et/ou de construction.

En complément, en 2022 la part des terrains qui étaient jusque-là assimilée aux bâtiments a été isolée pour être identifiée en tant que tels quand ils n'étaient pas encore totalement amortis. Ainsi une somme globale de 67 964 € a été reclassée sur la ligne Terrains.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévisible :

- Logiciels informatiques : 1 à 5 ans
- Aménagement des terrains : 5 à 20 ans
- Constructions : 5 à 50 ans
- Agencements et aménagements des constructions : 3 à 50 ans
- Installations techniques, matériel : 2 à 15 ans
- Installations générales et agencements sur sol d'autrui : 5 à 40 ans
- Matériel de transport : 3 à 10 ans (sauf rachats de crédit-bail, sur 1 an)
- Matériel de bureau et informatique : 2 à 10 ans
- Mobilier : 3 à 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées par les dépôts de garantie versés, les parts BFCC acquises auprès du Crédit Coopératif lors de la contractualisation des prêts, majorées des distributions annuelles capitalisées.

Par ailleurs, en 2022 l'Adapei 77 a créé avec 2 autres associations du secteur une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) sous forme de société anonyme à capital variable, dénommée ETTIC Ile de France. Cette société a pour objet la mise à disposition à but non lucratif de personnel intérimaire auprès d'établissements relevant du champ médico-social, social, sanitaire ou d'aide à la personne.

La participation de l'Adapei 77 au capital d'ETTIC Ile de France est de 50 000 € représentant 33.27%.

Stocks

Le stock au 31 décembre correspond à la valorisation au prix d'achat des fournitures qui sont gérées par la Centrale d'Achats (notamment EPI, dotations alimentaires, produits d'entretien et vêtements de travail).

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable ou pour couverture d'un éventuel risque de non recouvrement.

VMP

La plus-value latente relative aux valeurs mobilières de placement inscrites à l'actif du bilan s'élève à 944 € à la clôture de l'exercice.

Disponibilités

L'association bénéficie d'une convention de fusion des comptes bancaires ouverts auprès de la Caisse d'Epargne Ile de France et du Crédit Coopératif. Dans les comptes n'apparaît que le solde disponible global net à l'actif du bilan au regard de l'organisme financier.

Les placements à court terme figurent à leur cout d'achat, hors frais accessoires.

3.3. Postes du passif

Fonds propres

Les fonds propres comptabilisent les opérations pour lesquelles l'association a une assurance sur l'affectation certaine des ressources provenant d'apports, de legs, de donations, de subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables, ou de mise en réserves de résultats.

Sont inclus dans les fonds propres, les réserves issues des établissements sous gestion conventionnée.

Le détail des Fonds Propres est présenté en note 7.

Report à nouveau

Le compte report à nouveau est utilisé pour l'affectation, par l'organe statutairement compétent, des excédents et déficits qui impactent les fonds propres de l'association. Le montant du report à nouveau restant sous contrôle des financeurs est présenté distinctement au passif du bilan.

Résultats sous contrôle de tiers financeurs

Les résultats des activités dont le financement est assuré par des tiers financeurs sont présentés distinctement au passif du bilan.

Subventions d'investissements sur biens non renouvelables

Les subventions affectées à un bien non renouvelable par l'association figurent au passif du bilan. Elles font l'objet d'une reprise au résultat au fur et à mesure de l'amortissement des biens qu'elles ont servi à financer.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en vertu des dispositions réglementaires suivantes :

- Réserves des plus-values nettes d'actifs (art R314-81 et R314-95 du CASF)

Provision pour Indemnités de Départ en Retraite

En application des nouveaux règlements comptables 2018-06 et 2019-04, il a été constaté pour la première fois en 2021 une provision pour indemnités de départ en retraite pour l'ensemble des salariés de l'association. Cette provision est actualisée chaque année.

Les droits acquis par les salariés ont été valorisés selon les principes suivants :

- Taux d'actualisation : 3.17% - Evolution annuelle : 1.50%
- Age de départ à la retraite : 64 ans (selon la progressivité en vigueur)
- Taux de charges sociales moyen : 50.17 %
- Table de mortalité : 2018-2020
- Taux de turn over : faible

En 2023, la variation au titre de la provision ainsi constituée, tenant compte des reprises pour les salariés sortis en cours d'année, est une reprise de 67 852 € dont 66 443 € de provision nette intégrée dans le résultat de l'exercice et 134 295 € de reprise sur l'affectation en report à nouveau faite en 2021 au titre des droits acquis antérieurement au 1^{er} janvier 2021.

Fonds dédiés

Les « fonds dédiés » sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectée par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au 31/12/2023 sont constitués de la part non utilisée de subventions de fonctionnement ou de dons.

A noter qu'ont été enregistrées en fonds dédiés les financements versés par l'ARS dans le cadre de la Dotation Globale de Financement au titre de Crédits Non Reconductibles destinés au financement d'investissements (travaux et achats de matériels). Ces fonds dédiés feront l'objet d'une reprise au rythme des amortissements qui seront pratiqués sur les biens concernés.

La note 9 en annexe donne le détail des fonds dédiés.

Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital). La note 10 détaille l'ensemble des emprunts en cours et leurs échéances.

3.4. Engagements hors bilan

Garantie des emprunts

Les prêts en cours à la clôture de l'exercice font l'objet des engagements suivants en termes de garantie :

- Prêt Caisse d'Epargne pour le financement des travaux de la Blanchisserie et de la Légumerie de l'ESAT - Capital restant dû à la clôture de 611 738 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie à hauteur de la CEGC à hauteur de 75% du capital et intérêts restant dus soit 458 804 €
- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux de la Blanchisserie et de la Légumerie de l'ESAT - Capital restant dû à la clôture de 592 164 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie à hauteur de la CEGC à hauteur de 75% du capital et intérêts restant dus soit 444 123 €
- Prêt Caisse d'Epargne pour le financement des travaux de Moissy Cramayel – Capital restant dû à la clôture de 4 500 401 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 4 052 256 € et d'un privilège de prêteur de deniers pour 597 744 €

- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux de Moissy Cramayel – Capital restant dû à la clôture de 4 481 044 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 4 052 256 € et d'un privilège de prêteur de deniers pour 597 744 €
- Prêts Caisse d'Epargne pour le financement des travaux de Corberon – Capital restant dû à la clôture de 2 420 076 €
Ces deux prêts font l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 2 900 000 € (soit 100%)
- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux du Cèdre Bleu – Capital restant dû à la clôture de 658 504 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 800 000 € (soit 100%)
- Prêt Crédit Coopératif pour le financement des travaux du Ginkgo Biloba – Capital restant dû à la clôture de 718 386 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque à hauteur de 900 000 € (soit 100%)
- Prêt Société Générale pour les travaux de la Cuisine Centrale – Capital restant dû à la clôture de 155 039 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie par hypothèque
- Prêts PGE contractés auprès de la Caisse d'Epargne et du Crédit Coopératif à hauteur de 500 000 € chacun – Capital restant dû à la clôture de 615 066 €.
Ces prêts font l'objet d'une garantie de l'Etat à hauteur de 90%
- Prêt Caisse d'Epargne pour le financement des travaux de la Marguette – Capital restant dû à la clôture de 1 400 000 €
Ce prêt fait l'objet d'une garantie à hauteur de la CEGC à hauteur de 75% du capital soit 1 050 000 €
- Prêts relais auprès de la Caisse d'Epargne et du Crédit Coopératif d'un montant de 1 000 000 € chacun pour le financement des travaux de Moissy Cramayel dans l'attente de la vente du site de Tournan en Brie
Ces prêts font l'objet d'une promesse d'affectation hypothécaire à transformer à 1^{ère} demande en hypothèque de 1^{er} rang, sur les biens sis 10 Rue Jules Lefebvre à Tournan en Brie à hauteur du montant emprunté.
La promesse de vente a été conclue pour 2 550 000 €.

Autorisation de découvert

Dans le cadre de sa gestion de trésorerie, l'association bénéficie d'une convention Dailly selon les modalités suivantes :

- Auprès du Crédit Coopératif : montant autorisé de 1 000 000 €

3.4. Autres informations

Situation fiscale

Annexe aux comptes annuels

Les activités de l'association sont hors du champ d'application des impôts commerciaux excepté les activités commerciales de l'ESAT ATELIERS BRAYTOIS assujetties sur option à la TVA pour les ventes et prestations de services réalisées dans le cadre des opérations de production et de commercialisation effectuées par les personnes handicapées. Cette option n'entraîne pas l'assujettissement à l'impôt sur les sociétés et à la contribution économique territoriale.

A noter que depuis fin 2021, l'Adapei a mis en place la récupération de la TVA sur l'ensemble des charges mixtes de l'Esat, y compris sur celles relevant du budget médico-social.

Honoraires Commissaire aux comptes (selon décret 2008-1487 du 30/12/2008)

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 79 200 € TTC.

Annexe aux comptes annuels

Note 4 - Tableau des Immobilisations

	Valeur début 01/01/2023	Augment.	Diminutions	Virt compte à compte	Valeur Fin 31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement	78 597				78 597
Concess., brevets et droits simil.	633 295	51 464			684 759
Immobilisations en-cours					
SOUS-TOTAL INCORPOREL	711 891	51 464			763 356
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	2 128 329		1 469		2 126 860
Agencs et aménagts de terrains	228 956				228 956
Bâtiments	18 152 278		37 216		18 115 063
Instal. gén. et agencs bâtiments	27 288 745	235 866	132 882	122 502	27 514 231
Constructions sur sol d'autrui	41 256				41 256
Instal. tech. et matériel	2 136 838	98 864	57 679		2 178 023
Instal. gén. et agencs sul sol d'autrui	3 574 941	51 857	4 020		3 622 779
Matériel de transport	2 433 859	168 005	369 193		2 232 671
Matériel de bureau et inform.	469 253	38 525			507 778
Mobilier	1 997 586	46 454	23 163		2 020 877
Cheptel	650		650		
Immobilisations en-cours	12 399 155	4 203 309		-122 502	16 479 962
SOUS-TOTAL CORPOREL	70 851 847	4 842 880	626 272		75 068 455
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Titres de participation	50 000				50 000
Autres titres	49 690	229			49 919
Dépôts et cautionnements versés	139 800	2 643	22 293		120 151
Dépôts FGMOSS	128 100		128 100		0
SOUS-TOTAL FINANCIER	367 590	2 872	150 393		220 069
TOTAL IMMOBILISATIONS	71 931 328	4 897 216	776 665		76 051 880

Note 5 - Tableau des Amortissements et Dépréciations

	Valeur début 01/01/2023	Augment.	Diminutions	Virt compte à compte	Valeur Fin 45 291
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement	78 597				78 597
Concess., brevets et droits simil.	561 573	43 713			605 286
SOUS-TOTAL INCORPOREL	640 170	43 713			683 883
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Agencs et aménags de terrains	145 721	12 655			158 376
Bâtiments	11 915 297	391 234	17 637		12 288 893
Instal. gén. et agencs bâtiments	10 383 238	1 444 364	118 284		11 709 318
Constructions sur sol d'autrui	25 744	2 443			28 187
Instal. tech. et matériel	1 538 119	169 818	50 906		1 657 031
Instal. gén. et agencs sul sol d'autrui	2 071 118	214 892	4 020		2 281 990
Matériel de transport	2 047 792	159 275	367 220		1 839 846
Matériel de bureau et inform.	309 738	73 364			383 101
Mobilier	1 533 970	142 521	21 257		1 655 234
Cheptel	381	33	413		
SOUS-TOTAL CORPOREL	29 971 117	2 610 599	579 738		32 001 977
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Autres titres					
Dépôts et cautionnements versés					
Dépôts FGMOSS	22 758		22 758		
SOUS-TOTAL FINANCIER	22 758		22 758		
TOTAL AMORT. ET DEPRECIATIONS	30 634 044	2 654 312	602 496		32 685 861

Note 6 - Tableau des Echéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés	49 919	7 930	41 989
Autres immobilisations financières	120 151	98 964	21 187
Créances clients	5 404 839	5 404 839	
Autres créances	34 484	34 484	
Personnel et comptes rattachés	95 737	95 737	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices TVA Autres impôts et taxes	698 365 698 365 39 224	698 365 698 365 39 224
Débiteurs divers	233 789	233 789	
Charges constatées d'avance	435 821	435 821	
TOTAUX	7 112 328	7 049 152	63 175

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établis de crédit	A deux ans max à l'origine A plus de deux ans	2 000 000 991 583	2 000 000 2 929 856	12 243 882
Emprunts et dettes financières diverses	7 489	7 489		
Fournisseurs et comptes rattachés	2 163 679	2 163 679		
Personnel et comptes rattachés	1 844 338	1 844 338		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 602 189	1 602 189		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices TVA Autres impôts et taxes	928 928 512 636	928 928 512 636	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 582 377	1 582 377		
Créditeurs divers et autres dettes	279 039	279 039		
Produits constatés d'avance	165 220	165 220		
TOTAUX	26 323 216	11 149 479	2 929 856	12 243 882
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 650 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 050 644			

Note 7 - Tableau des Fonds Propres

Variation des fonds propres	Montants à l'ouverture	Mouvements de l'exercice				A la clôture
		Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Transfert	
Fonds propres sans droit de reprise	1 528 081					1 528 081
Fonds propres avec droit de reprise	1 471 304					1 471 304
Réserves	25 295 662	-585 734			-251 261	24 458 668
Report à nouveau	-7 550 018	-2 725 676	134 295		251 261	-9 890 138
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-4 511 981	-1 710 277				-6 222 259
Excédent ou déficit de l'exercice	-3 311 409	3 311 409		-254 022		-254 022
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-3 103 063	3 103 063		-93 489		-93 489
Situation nette	17 433 620	0	134 295	-254 022	0	17 313 892
Subventions d'investissement	1 822 544		40 000	-43 241		1 819 302
Provisions réglementées	2 342 883		121 408			2 464 291
TOTAL	21 599 046	0	295 703	-297 264	0	21 597 485

Note 8 - Tableau des Provisions

Libellés des rubriques	Provisions début 01/01/2023	Augmentations	Diminutions	Affectation résultats antérieurs et fonds propres	Valeur fin 31/12/2023
PROVISIONS INSCRITES A L'ACTIF DU BILAN					
Dépréciation des stocks					
Dépréciation des comptes clients	80 351	36 517	49 515		67 353
Dépréciation d'autres créances					
Dépréciation des comptes financiers					
TOTAL PROVISIONS A L'ACTIF DU BILAN	80 351	36 517	49 515		67 353
PROVISIONS REGLEMENTEES					
Prov réglementées destinées à la couverture	762 793				762 793
Autres provisions réglementées	1 580 090	121 408			1 701 497
Provisions pour renouvellement des immob.					
SOUS-TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	2 342 883	121 408			2 464 291
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
<u>Provisions pour risques</u>					
Pour risques - litiges personnel	211 452	22 000	70 000		163 452
Pour risques - autres risques					
Sous total provisions pour risques	211 452	22 000	70 000		163 452
<u>Provisions pour charges</u>					
Pour retraite	1 390 973	155 382	88 939	-134 295	1 323 121
Pour charges de personnel	39 409				39 409
Pour autres charges					
Sous total provisions pour charges	1 430 382	155 382	88 939	-134 295	1 362 530
SOUS-TOTAL POUR RISQUES ET CHARGES	1 641 834	177 382	158 939	-134 295	1 525 982
TOTAL PROVISIONS AU PASSIF DU BILAN	3 984 717	298 790	158 939	-134 295	3 990 273
TOTAL PROVISIONS	4 065 068	335 307	208 454	-134 295	4 057 625
Dotations et reprises de l'exercice		213 899	208 454		
Dotations et reprises except. de l'exercice		121 408			
Affect. de rés. sous gestion conventionnée					
Affect. de rés. sous gestion propre					
Autres affectations				-134 295	

Annexe aux comptes annuels

Note 9 - Tableau de Suivi des Fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE :	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	DOTATIONS CNR ACCORDE	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers
	Montant global avant réglements ANC n°2018-06 et 2019-04		Montant global	Dont rembour- sements		Montant global	
Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement des investissements							
ARS - Sénart	2 222 250	104 952				2 327 202	
						0	
						0	
						0	
TOTAL	2 222 250	104 952	0	0	0	2 327 202	0
Contributions financières des autorités de tarification destinées au financement de mesures d'exploitation							
ARS 2020/21 - CNR EPI	16 980		4 768			12 212	
ARS 2021/22 - CNR Formation	152 212		38 705			113 507	
ARS - Subvention DHI	60 000					60 000	60 000
ARS - Subvention GEM					78 000	78 000	
CD 77	14 884					14 884	14 884
Transdev	4 748		4 131			617	
						0	
						0	
TOTAL	248 823	0	47 604	0	78 000	279 219	74 884
Contributions autres destinées au financement de mesures d'exploitation							
Opération Brioche	1 612	2 376	1 110			2 878	
						0	
						0	
						0	
TOTAL	1 612	2 376	1 110	0	0	2 878	0
Contributions autres destinées au financement de mesures d'investissement							
Verst libérateur TA	10 658		2 726			7 932	
						0	
						0	
						0	
TOTAL	10 658	0	2 726	0	0	7 932	0
Fonds reportés sur legs et donations							
						0	
						0	
						0	
						0	
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	2 483 342	107 328	51 439	0	78 000	2 617 231	74 884

Note 10 - Tableau des Emprunts

TABEAU DES EMPRUNTS	Date de début de remboursement	Durée	Capital restant à amortir	Moins d'un an total	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
<u>Frais de siège</u>						
PGE Caisse d'Epargne	2020	5 ans	307 533	167 270	140 263	
PGE Crédit Coopératif	2020	5 ans	307 533	167 270	140 263	
<u>ESAT - Activités commerciales</u>						
Blanch./Légumerie (Crédit Coopératif)	2020	15 ans	592 164	47 530	198 156	346 478
Blanch./Légumerie (Caisse d'Epargne)	2020	15 ans	611 738	47 205	196 799	367 734
Cuisine centrale (SG - 2006 - 20 ans)	2006	20 ans	155 039	40 159	114 880	
<u>Pépinière</u>						
Travaux Moissy (Crédit Coopératif)	2021	25 ans	4 481 044	151 584	633 552	3 695 908
Travaux Moissy (Caisse d'Epargne)	2021	25 ans	4 500 401	152 239	636 288	3 711 874
Prêt relais / vte Tournan (Crédit Coopératif)	2023	2 ans	1 000 000	1 000 000		
Prêt relais / vte Tournan (Caisse d'Epargne)	2023	2 ans	1 000 000	1 000 000		
<u>Ginkgo Biloba</u>						
Travaux CPOM (Crédit Coopératif)	2017	25 ans	718 386	32 814	136 598	548 973
<u>Corberon</u>						
Travaux CPOM (Caisse d'Epargne)	2017	25 ans	1 243 400	52 670	221 527	969 203
Travaux CPOM (Caisse d'Epargne)	2018	25 ans	1 176 676	48 832	205 386	922 458
<u>Cèdre Bleu</u>						
Travaux CPOM (Crédit Coopératif)	2017	25 ans	658 504	28 184	118 542	511 778
<u>Marquette</u>						
Travaux CPOM (Caisse d'Epargne) (déblocage partiel)	2023	22 ans	1 400 000	42 922	187 602	1 169 475
TOTAL EMPRUNTS			18 152 418	2 978 680	2 929 856	12 243 882

Note 11 – Résultat effectif

TABEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RESULTAT COMPTABLE :	-254 022	-3 311 409
Reprise du résultat antérieur	362 899	365 206
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	108 876	-2 946 203
dont résultat effectif sous gestion propre	-160 533	-208 346
dont résultat effectif sous gestion contrôlée	269 410	-2 737 857

Résultats en instance d'affectation :

RESULTAT COMPTABLE SOUS CONTRÔLE DE TIERS FINANCEUR EN ATTENTE DE REPRISE		A fin 2023
2020	Etablissements sous contrôle Département	-1 068 818
2021	Etablissements sous contrôle Département	-2 307 448
2022	Etablissement sous contrôle ARS	57 461
TOTAL		-3 318 805

Compte tenu de la signature en 2022 du CPOM 2022-2026 avec le Conseil Départemental, les résultats réalisés à compter de 2022 font l'objet d'une libre affectation par l'Adapei 77 et ne sont plus soumis à reprise du financeur.

Il en est de même pour les résultats des dispositifs sous CPOM ARS.

Note 12 - Tableau des Effectifs

CATEGORIES	EFFECTIFS EN ETP A LA CLOTURE DE L'EXERCICE			EFFECTIFS EN NOMBRE DE SALARIES
	Hommes	Femmes	Total	
CDI	86,39	362,24	448,63	469,00
CDD	0,56	16,11	16,67	20,00
APPRENTIS	0,00	1,00	1,00	1,00
STAGIAIRES REMUNERES	0,00	1,00	1,00	1,00
TOTAL	86,95	380,35	467,30	491,00
T. HANDICAPES (ESAT)	82,50	34,05	116,55	123,00

Note 13 - Produits à recevoir

	31/12/2023	31/12/2022
Créances clients et comptes rattachés	2 659 016	1 610 889
Usagers - Factures à établir	2 637 355	1 610 562
Clients - Factures à établir.	21 661	328
Autres créances	228 686	164 315
Frs - Avoirs à recevoir	34 484	15 302
Indemnités Journalières CPAM / Prévoyance	46 055	43 060
Allocations logement	77 304	62 214
Redevance cuisine centrale		2 074
Remboursement d'assurance	30 336	12 912
Remboursement formations	1 283	11 725
Dégrèvement taxes foncières / habitation	39 224	16 377
Frais bancaires		650
TOTAL GENERAL	2 887 702	1 775 204

Note 14 - Charges à payer

	31/12/2023	31/12/2022
Emprunts et dettes auprès des étabts de crédit	20 392	29 021
Intérêts courus sur emprunts	12 903	5 642
Agios bancaires	7 489	23 379
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	280 331	330 801
Frs - Factures non parvenues	280 331	330 801
Dettes fiscales et sociales	2 654 748	2 690 107
Provision Congés à payer	2 189 651	2 034 359
Provision Compte Epargne Temps	311 038	269 300
Provision Salaires à payer	154 059	386 448
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	17 251
Frs Immob. - Factures non parvenues		17 251
Autres dettes	0	803
Notes de frais		94
Trop perçu AL à rembourser		709
TOTAL GENERAL	2 955 471	3 067 981

Note 15 – Produits et charges constatés d'avance

	31/12/2023	31/12/2022
Produits constatés d'avance	165 220	25 141
Indemnités d'assurance		22 954
Financement Laforcade (trop perçu 2023)	164 363	
Remboursement loyers perçus d'avance	857	2 187
Charges constatées d'avance	435 821	221 496
Achats	53 130	53 254
Services extérieurs	376 765	154 497
Autres services extérieurs	5 926	6 830
Charges de personnel (formation)		6 915

Note 16 – Produits et charges exceptionnels

	31/12/2023	31/12/2022
Détail des produits exceptionnels	389 422	727 811
Produits des cessions des éléments d'actifs	346 181	580 335
Quote part des subventions d'invest.virées à rés.	43 241	139 590
Repr.provisions régl.pour +value sur actif immob.	0	7 886
Détail des charges exceptionnelles	227 941	574 200
Pénalités et amendes	58 257	
Autres charges exceptionnelles	3 212	
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	36 149	408 578
Dot.exceptionnelles aux amortissements des immob.	8 916	38 900
Dot.provisions régl.pour +value sur actif immob.	121 408	126 722
RESULTAT EXCEPTIONNEL	161 481	153 610

Note 17 – Détail des concours publics

	31/12/2023	31/12/2022
Financements du Conseil Départemental de Seine et Marne	24 822 678	22 738 026
Prix de journée	23 697 348	21 983 449
Financement mesures Ségur / Laforcade	1 125 330	754 577
Financements de l'ARS	8 149 066	9 636 817
Dotation Globalisée Commune (CPOM)	7 772 300	9 145 992
Dotation Globale de Financement (hors CPOM)	376 765	490 825
TOTAL DES CONCOURS PUBLICS	32 971 743	32 374 843
dont Conseil Département de Seine et Marne	75,28%	70,23%
dont ARS	24,72%	29,77%

Note 18 – Détail sur le Chiffre d'Affaires de l'ESAT

	31/12/2023	31/12/2022
Activités		
Blanchisserie	706 744	684 512
Travail à façon	46 383	23 288
Cuisine centrale	2 034 069	2 064 317
Entretien locaux	143 486	237 530
Espaces verts	301 010	291 672
Friperie	27 882	26 866
Maintenance	71 534	52 050
Centrale d'achats	317 944	191 045
Légumerie	82 889	17 171
Mise à disposition	235 866	198 514
Reprographie	2 843	3 953
TOTAL DU CHIFFRE D'AFFAIRES COMMERCIAL DE L'ESAT	3 970 650	3 790 917